



Trame pour l'animation de réunion avec les parents

Contexte général : pourquoi l'Ecole publique est à un point de bascule ?

- Des suppressions d'emplois, dans le 2d degré, plus de 8000 depuis 2017 alors que le nombre d'élèves a augmenté et une focalisation des moyens sur le dédoublement de certaines classes en éducation prioritaire (GS-CP-CE1) dans le primaire au dépend des autres et des moyens de remplacement.
- Une crise d'attractivité : plus de 3100 postes ont été non pourvus aux concours enseignants 1^{er} et 2d degré en 2023. Il n'y avait pas un·e professeur·e devant chaque classe à la rentrée et les problèmes de remplacement persistent tout au long de l'année dans le 1^{er} (répartition des élèves dans les classes) comme dans le 2d degré (professeur·es non remplacé·es). Les concours ne font pas le plein car nos métiers ne sont plus attractifs.
- Dégradation des conditions d'étude des élèves et de travail pour les personnels, (ex. : augmentation du nombre d'élèves dans les classes, comment vraiment s'occuper de chaque élève ?
- Augmentation des démissions.
- Coupes budgétaires.
- Réformes passées (lycée, bac, ParcoursSup, focalisation sur les « fondamentaux » en primaire et négation de la professionnalité enseignante, transformation Blanquer de la voie pro) et en cours (choc des savoirs, lycées professionnels)

Nous faisons l'Ecole publique, nous y sommes attaché·es, nous défendons son projet : accueillir et scolariser partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun·e, combattre résolument les déterminismes sociaux, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique. Aujourd'hui, projet et missions en danger. Travailler et se mobiliser avec vous pour vos enfants, pour l'avenir de l'Ecole publique et ses personnels.

Comment le choc des savoirs va toucher vos enfants ?

Mesure la plus emblématique : les groupes de niveaux

Prévus en français et en maths en 6^{ème}/5^{ème} à la rentrée 2024 et en 4^{ème}/3^{ème} à la rentrée 2025.

Outil de tri des élèves : un élève qui a des difficultés se retrouvera dans le groupe 1, sans réelle possibilité d'en sortir. Une forme d'assignation scolaire, très violente pour des élèves de 10/11 ans. En 6^{ème} et 5^{ème}, les élèves se trouveront dans différentes configurations : dans leur classe en histoire-géo, LV, etc.

En groupe 1 en français, en groupe 2 en maths. La classe, lieu de socialisation, n'existe plus en français et en maths pour des élèves de 10/11 ans c'est une perte de repères, etc.

Groupe de niveaux = trier les élèves. Cela va creuser les écarts entre « *les bons* » et les « *plus faibles* » : le groupe des plus forts pourrait avancer plus vite que les autres. Cette organisation a été testée de nombreuses fois, en France comme à l'étranger, et toutes les études ont montré qu'elle participait à creuser les écarts entre les élèves : les élèves les plus fragiles, réunis ensemble, progressent peu et le risque de décrochage est plus fort ; les élèves placés dans le groupe qui avance plus vite dans le programme, n'arrivent pas tous et toutes à supporter la pression, voire la compétition, et la vitesse du rythme d'apprentissage...

Quand Gabriel Attal a annoncé les mesures « *choc des savoirs* » en réponse à la publication des résultats de l'enquête internationale Pisa, il a omis de préciser que la baisse de 21 points de la moyenne française en mathématiques (la plus basse depuis 2000) s'avère comparable à celle des autres pays. De même il s'est bien gardé de rappeler que l'OCDE elle-même défend de longue date, la non pratique du redoublement, et alerte sur la mise en place de groupes de niveau qui peuvent stigmatiser les élèves et accroître les écarts de performance.

Des dispositifs existants et qui ont fait leurs preuves sont en train d'être détricotés pour mettre en place les groupes de niveaux (dédoublings, options, etc.), autrement dit, les choix du gouvernement vont donc conduire à une dégradation des conditions dans lesquelles vont étudier vos enfants dans bon nombre de disciplines ! Et rien ne dit qu'il y aura suffisamment de professeur·es pour assurer ces groupes.

→ Nous savons que les jeunes apprennent mieux ensemble, au sein de leur classe. La coopération, l'échange, la reformulation entre les élèves sont des atouts qui profitent à toutes et tous. Dans des classes avec des effectifs moins lourds, l'hétérogénéité est une richesse : c'est bien des moyens pour réduire les effectifs dans la classe qui sont attendus par les personnels pour faire réussir tous les élèves ! Non aux groupes de niveaux !

La classe prépa 2de ou le DNB comme barrage à la poursuite d'études en lycée

L'examen du DNB est désormais érigé en barrage pour le passage en Seconde. Et l'année suivante, une classe prépa-lycée risque de devenir un sas avant l'apprentissage pré-bac, hors statut scolaire, avec contrat de travail. L'existence de cette classe incitera aussi les élèves et leur famille à se tourner vers le CAP plutôt que le bac pro, abaissant ainsi le niveau de qualification et limitant les poursuites d'études.

Des mesures en articulation avec les politiques menées précédemment, par exemple, en cinquième la « *découverte des métiers* » notamment pour préparer les élèves les plus fragiles à se projeter dans les métiers et entreprises proches de chez eux.

D'autres mesures dans ce même sens :

Un pilotage par les évaluations

Les évaluations nationales standardisées seront généralisées, du CP à la 2nde. Les recteurs sont engagés dans un pilotage pédagogique fondé sur « *l'analyse des résultats [des élèves] aux évaluations nationales* ». Si les évaluations sont importantes pour savoir où en sont nos élèves pour les aider dans leurs apprentissages, la multiplication des évaluations normatives comme moyen de pilotage du système éducatif, par le contrôle des pratiques enseignantes, est inquiétante et mènerait à un profond appauvrissement du système éducatif comme le montre les exemples suédois et anglais qui sont revenus du « *teaching to test* ».

Un recours accru au redoublement et au soutien en dehors de la classe

Les chercheur·euses, en France comme à l'international, ont pourtant conclu que le redoublement n'a pas d'effet positif à long terme sur les performances scolaires des élèves. Il s'avère en général nocif pour la réussite scolaire des élèves et pour le développement de leur estime de soi : les effets sur la motivation, l'ambition et la confiance des élèves restent toujours négatifs. Enfin, il est profondément inégalitaire socialement et modifie les trajectoires d'orientation et les carrières scolaires en étant le meilleur prédicteur du décrochage. Ces éléments ont conduit de nombreux chercheur·euses à qualifier de « *solutions ségrégatives* » le recours au redoublement et l'orientation précoce vers des filières hiérarchisées.

Les stages de remise à niveau organisés durant les vacances scolaires, en plus du moins de vacances pour leurs élèves, comme condition du passage en classe supérieure discriminent les élèves sans rien régler de leurs difficultés. Elles portent une vision d'une individualisation des apprentissages, niant leur dimension sociale et leurs dynamiques collectives, faisant porter toute la responsabilité de l'échec ou de la réussite sur l'individu. Il s'agit au contraire de traiter la difficulté scolaire ou faire varier les situations pédagogiques avec une aide particulière pour les élèves qui en ont besoin et pendant le temps scolaire (plus de maîtres que de classes, Rased...)

Par ailleurs en supprimant les cycles, le ministère entend imposer une progression temporelle unique des apprentissages comme si tous les élèves apprenaient au même rythme.

Plus largement, le gouvernement entend faire des métiers de l'éducation des métiers de simple exécution de scénarios pédagogiques élaborés par d'autres et non des métiers de conception pour assurer la démocratisation de notre système scolaire.

Dans cette logique, le ministère veut labelliser des manuels de français et de maths du CP au CM2 pour imposer de pseudo « *bonnes méthodes* ». C'est la négation de l'expertise des PE alors que la recherche montre que le manuel est moins important que le savoir-faire pédagogique. L'OCDE recommande d'ailleurs de renforcer la formation initiale et continue.

Derrière le « Chocs des savoirs », le renoncement à la démocratisation scolaire

La réforme de la voie professionnelle : moins d'Ecole !

Le ministère poursuit la diminution du nombre d'heures d'enseignement au profit de plus de temps en entreprise. Cette approche répond à deux injonctions du MEDEF : recentrer les enseignements sur les fondamentaux (lire, écrire, compter) et faire de l'entreprise l'acteur majeur du parcours de certification de l'élève. À travers la mise en œuvre de parcours différenciés, véritable usine à gaz, organisés localement, le ministère décide d'avancer la date des examens et donc d'écourter la formation des jeunes ce qui aura pour conséquence de mettre l'ensemble des établissements et des personnels dans une situation intenable. En fin d'année de terminale bac pro, les entreprises sélectionneront donc les jeunes et les formeront en fonction de leurs besoins dans une démarche de pré-recrutement, et ce, avant l'obtention du diplôme. Ce stage de fin d'année ne comptera pas pour le diplôme, il pourra être réalisé dans un autre métier que celui préparé pendant 2 ans et demi en bac pro. La baisse de réussite aux examens déjà assumée par le ministère fait craindre une utilisation décomplexée des blocs de compétences en formation initiale et, à terme, une baisse du niveau de qualification des élèves. La classe de prépa-lycée servira à faire le tri entre les élèves de CAP et ceux voulant préparer un bac pro avec des possibilités de poursuite d'étude dans le supérieur toujours de plus en plus réduite.

L'injonction envers les élèves les plus fragiles sera aussi celle de l'emploi à exercer : les formations offertes dans les lycées professionnels correspondront uniquement aux besoins des entreprises d'à côté. Les élèves et leur famille ne pourront plus choisir, l'Éducation nationale imposera une orientation.

Des gadgets coûteux alors que l'Ecole publique manque de tout

Uniforme : l'expérimentation va être lancée dès le printemps 2024 dans les écoles, collèges et lycées volontaires. Une évaluation sera réalisée (effets sur le climat scolaire etc.) avant une possible généralisation à la rentrée 2026.

L'uniforme ne va en rien régler les problèmes de l'Éducation nationale : manque de professeur·es, d'AESH, problème de bâti scolaire, etc. Ce n'est pas non plus la solution dans la lutte contre le harcèlement en milieu scolaire puisque d'autres objets pourront faire l'objet de différenciation (chaussures, sacs, montre, téléphone, etc.). Si le coût du trousseau sera pris en charge par l'État et les collectivités, il faut quand même rappeler qu'une généralisation de l'uniforme coûterait près de 2 milliards d'euros ! Du gaspillage d'argent public à l'heure où l'Ecole publique manque de tout.

Le SNU

Service national universel : le président de la République a annoncé la généralisation du SNU pour 2026. Le coût de la généralisation serait là aussi très élevé et relève de la provocation : 2,5 milliards d'euros (rapport du Sénat). Au-delà de l'aspect budgétaire, bien mesurer ce qu'est le SNU : dispositif de mise en au pas de la jeunesse, qui remet en cause les principes d'une émancipation par les savoirs.

Les jeunes ont besoin d'école, pas d'un dispositif de domestication qui dévoie les symboles de l'armée au profit d'un projet politique qui vise une fois de plus à affaiblir l'Education nationale. Rappeler si besoin les nombreux faits divers qui pointent les défaillances du SNU (problème d'encadrement, VSS, etc.).

Expérimentation classes engagées : SNU sur temps scolaire, 12 jours de cours en moins ! Les jeunes ont besoin d'Ecole, pas du SNU.

Argument de l'exécutif : faire de la mixité sociale, de la cohésion sociale, etc. Un lieu pour ça : l'Ecole publique si on lui en donne les moyens.

Nos revendications : Rejoignez-nous pour défendre l'Ecole publique !

Salaires : quand nous exigeons une augmentation des salaires de tous les personnels de l'Educ, c'est bien pour recruter davantage et assurer la qualité du Service Public d'Education pour vos enfants. Par exemple, augmenter les salaires des profs et améliorer les conditions de travail sont deux leviers incontournables pour surmonter la crise de recrutement, redonner de l'attractivité à nos métiers et s'assurer qu'il y a bien un·e professeur·e, formé·e et qualifié·e, toute l'année devant vos enfants.

Des moyens pour l'Education : agir avec nous pour avoir les moyens de diminuer les effectifs dans les classes, avoir suffisamment des professeur·es, AESH, CPE, AED, PsyEN, une ATSEM par classe en maternelle, des agent·es d'entretien en nombre suffisant.

Abandonner les réformes qui ne permettent pas à vos enfants de réussir leur scolarité : choc des savoirs et réforme de la voie pro.